



Sous-Préfecture d'APT

Environnement

SOUS-PREFECTURE D'APT

ARRETE Complémentaire

N° 112 du 7 septembre 2005

**Portant mise en demeure à l'encontre de la Société
des engrais MANON MICHUT à ROBION**

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

- VU** le code de l'environnement dans sa partie législative, notamment le Livre V - Titre 1er ;
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, codifiée par le livre V du code de l'environnement ;
- VU** le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983, concernant les relations entre l'administration et les usagers ;
- VU** les arrêtés préfectoraux du 27 février 1905, du 25 juillet 1957 et du 08 juillet 1972 ;
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées OB/LM 058 S/2005 en date du 21 février 2005 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 33 du 18 mars 2005 portant mise en demeure;
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées n° OB/LM S/D 2005 00395 en date du 22 juin 2005 ;
- VU** le mémoire sur l'état du site industriel déposé à la sous-préfecture d'Apt le 20 juin 2005 ;
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées n° OB/LM S/D 2005 00421 en date du 29 juin 2005 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° SI2005-02-28-0050-PREF du 28 février 2005, portant délégation de signature à M. Michel GILBERT, Sous-Préfet d'APT ;

CONSIDÉRANT que la société des Engrais MANON-MICHUT exploite des installations et activités, visées par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, dans son usine de fabrication d'engrais, située Les Eyssariades - 84400 ROBION ;

CONSIDÉRANT que la société des Engrais MANON-MICHUT a déclaré vouloir arrêter ces installations et activités ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de maîtriser la situation de l'établissement en ce qui concerne les risques de pollutions des eaux et des sols afin d'éviter de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le mémoire sur l'état du site industriel déposé, à la sous-préfecture d'Apt, le 20 juin 2005, ne répond pas aux dispositions de l'article 34 du décret n° 77-113 du 21 septembre 1977 ;

CONSIDÉRANT que dans ces conditions, il est nécessaire de prescrire la réalisation d'études afin de caractériser les éventuelles contaminations des eaux et des sols ;

CONSIDÉRANT qu'il est également nécessaire de prescrire la mise en œuvre des travaux de remise en état du site industriel afin de le rendre compatible avec son utilisation future ;

SUR proposition de Monsieur le Sous-Préfet d'APT ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

La société des Engrais MANON-MICHUT dont le siège social est situé 38460 PANOSSAS, est mise en demeure de mettre en œuvre les mesures suivantes, sur le site de son usine située : Les Eyssariades - 84440 ROBION :

- **Sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, la réalisation d'une étude historique et environnementale.** Cette étude doit notamment comprendre des informations sur :
 - la collecte et l'interprétation des informations disponibles (archives, témoignages, plans, relevés topographiques, photographiques, etc...) ;
 - identification des zone(s) susceptible(s) d'avoir été contaminée(s) ;
 - le contexte géologique ;
 - le contexte hydrogéologique ;
 - les différents usages actuels et anciens de la nappe phréatique ainsi que toutes les données concernant les ouvrages recensés ;

Cette étude est établie par un organisme spécialisé indépendant, choisi en accord avec l'Inspection des installations classées.

- **Sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, une caractérisation de la pollution, susceptible d'être présente dans les sols et les eaux souterraines, à l'aide une étude simplifiée des risques.** Des prélèvements et analyses sont effectués dans chaque zone susceptible d'avoir été contaminée ;
- **Sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté,** la proposition d'un projet de réutilisation du site industriel (nature et volume des activités et/ou installations éventuellement conservées sur le site industriel) ;
- **Sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté,** la proposition d'un programme de réhabilitation du site industriel (travaux de remise en état et éventuellement surveillance du site industriel, accompagné d'un planning de réalisation) compatible avec le projet de réutilisation du site industriel ;
- **le programme de réhabilitation du site industriel conformément au planning de réalisation.**

ARTICLE 2 :

La société des Engrais MANON-MICHUT devra transmettre à l'Inspection des installations classées tous les éléments justifiant du respect du présent arrêté.

ARTICLE 3 :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans les conditions prévues à l'article L 514-6 du Code de l'Environnement. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Vaucluse, le Sous-Préfet d'APT, le Maire de ROBION, l'Inspecteur des installations classées, la Directrice Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, le Directeur Départemental de l'Equipement, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental des Services d'Incendie de Secours, le Capitaine commandant la Compagnie de gendarmerie d'APT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception.

APT, le 7 septembre 2005

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet,

Copie certifiée conforme
Le secrétaire général


Patrick MIRE




Michel GILBERT